

Casablanca investira 94 MDH dans 70 projets de smart city d'ici 2022

■ Un système d'information de l'administration fiscale, un système d'information géographique, la dématérialisation des services de légalisation et l'acquisition d'un outil CRM sont les quatre projets prioritaires à concrétiser courant 2018 ■ L'idée de ce grand projet numérique est inspirée de la vision du programme de développement du Grand Casablanca (PDGC) 2014-2020 ■ Un meilleur accès à l'information est promis à travers la plateforme «Casa Urban Data» regroupant l'ensemble des données partageables entre les administrations et les citoyens.

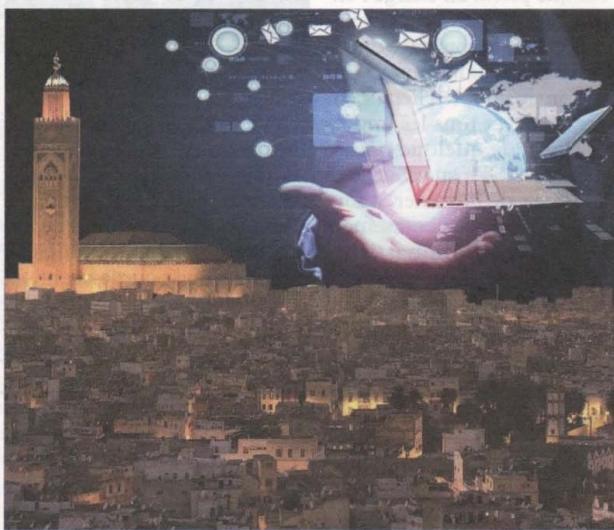
La transformation numérique des services communaux à Casablanca va être - enfin - concrétisée. Pas moins de 70 projets nécessitant un investissement de 94 MDH seront réalisés d'ici 2022 suivant le schéma directeur de la transformation numérique (SDTN). Approuvé durant la session de février par le Conseil de la ville, cette feuille de route découle d'une étude menée depuis 2016 par la société de développement local (SDL) Casa prestations, en partenariat avec deux cabinets spécialisés. «Le schéma directeur a permis la construction d'une vision opérationnelle du processus de transformation numérique du Grand Casablanca, en prenant en compte l'ensemble des intervenants de la ville et en renforçant leurs relations, par la mutualisation et la synergie entre les acteurs locaux, publics et privés», indique-t-on du côté de Casa prestations. Pour l'année 2018, quatre projets considérés comme prioritaires seront concrétisés. Il s'agit d'un système d'information de l'administration fiscale, d'un système d'information géographique

(SIG) de la dématérialisation des services de légalisation - signatures et copies conformes entre autres - et de l'acquisition d'un outil CRM (Citizenchip relations management).

La migration vers l'e-administration réussira-t-elle à réconcilier les citoyens avec l'administration ? Tout porte à le croire selon un responsable à Casa prestations. «Ça ne sera pas des outils et un SI classiques car le schéma vise la transformation avec une vision et un modèle de gouvernance», promet-il. Il faut dire que hisser Casablanca au rang des villes intelligentes ne date pas d'aujourd'hui. Médiatisé et débattu depuis quelques années déjà, l'ambition de positionner la capitale économique comme «smart city» est, pour rappel, inspirée de la vision du programme de développement du Grand Casablanca (PDGC) 2014-2020.

Nouveaux services numériques

En mettant en place le SDTN, la ville de Casablanca veut surfer sur le numérique pour améliorer la gestion



urbaine et l'attractivité de la métropole. Concrètement, l'idée est de proposer plusieurs catégories de services cohérents avec son positionnement de smart city. Services administratifs, services d'intérêt général, services liés à la mobilité, services urbains, services de l'environnement : cinq grandes familles de services composent l'offre de la future smart-city. «La ville ne peut pas tout faire. Le modèle que nous voulons installer prévoit la contribution de toutes

les parties prenantes : SDL, délégataires, administrations déconcentrées, opérateurs télécoms, tissu économique et start-up, citoyens et réseaux sociaux», détaille notre source. La cartographie du système d'information de la métropole couvrira quatre domaines : pilotage, métier, support et communication. Le premier (pilotage) prévoit des outils numériques afin d'offrir une meilleure traçabilité et efficacité à la gouvernance de la ville.

Au total, quatre systèmes seront créés dont un système d'information et d'aide à la décision, un système de gestion des activités du conseil, un système de gestion des conventions et de la coopération et un système de gestion des missions d'audit interne. Le deuxième (métier) veut faciliter la gestion du cœur des activités de la ville via la numérisation de différentes procédures. De la fiscalité, en passant par le patrimoine voirie, les autorisations, les activités d'hygiène, le suivi des activités déléguées..., quatorze systèmes seront développés dans ce domaine.

Le troisième (support) aspire à optimiser les moyens humains et logistiques via dix systèmes dont ceux de la gestion du courrier, du contentieux, des RH et des archives. Le quatrième (communication) prévoit un éventail d'outils dédiés aux citoyens (portail, CRM, Intranet, services liés à la mobilité, l'environnement et le tourisme).

Un meilleur accès à l'information

Encore plus disruptif, la ville de Casablanca promet un meilleur accès à l'information en créant la plateforme «Casa Urban Data». Celle-ci regroupera l'ensemble des données partageables entre les administrations et les citoyens. Deux sortes de données existeront, à savoir les référentiels (données statiques, modifiables de manière ponctuelle) et les gisements de données (toutes les données partagées par les autres blocs du SI).

Exemple : les usagers pourraient accéder à des données ayant trait à des indicateurs environnementaux, à la mobilité, en l'occurrence l'intermodalité entre tramways, bus et BHNS, ou des données pour les touristes et visiteurs. «Casa Urban Data» sera le préalable à la création d'un portail open data - également prévu - où la ville présentera l'ensemble des données ouvertes au grand public.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le virage numérique est pris. Il faudra cependant que le suivi et le contrôle de la mise en œuvre du SDTN se fassent dans les règles de l'art. La mobilisation citoyenne et la contribution du secteur privé sont tout aussi essentielles ■

MENDI JAOUHARI

Casa prestations : une SDL, plusieurs attributions

Créée comme d'autres SDL casablancaises dans le sillage du PDGC, Casa prestations est unique du fait qu'elle opère dans des secteurs très différents.

Elle gère pour le compte de la Ville plusieurs équipements (abattoirs et marchés de gros), assure le suivi de la gestion déléguée de la propreté ainsi que le pilotage d'un chantier de modernisation des services communaux (affichage urbain, police administrative, transformation numérique, réforme de l'administration fiscale). Souvent décriée

par certains élus qui pointent du doigt un «mélange des genres», la SDL s'en défend. «C'est le conseil de la ville qui délègue à Casa prestations la gestion de certains équipements et chantiers. Nous n'avons jamais demandé à qui que ce soit de nous charger d'une mission ou d'un projet. C'est vrai que nous opérons dans des secteurs différents, mais il ne faut pas oublier que chaque groupe d'activités relevant d'un même secteur est chapeauté par une business unit (BU) autonome», nous explique un responsable de la SDL ■